

- Le Canada devrait encourager le processus de consultation informelle à l'intérieur du Ginger Group de bons citoyens du monde pour faire pression sur les retardataires. Il est clair cependant que l'essentiel du problème ne réside pas dans les retards accusés par les petits bailleurs de fonds. Un lobbying discret mais plus poussé à Washington serait certes utile. Le Ginger Group pourrait aussi faire porter ses efforts sur certains autres retardataires qui devraient prendre de meilleures habitudes.
- Le Canada devrait continuer à demander que l'ONU mette en oeuvre les recommandations de l'étude Volcker-Ogata de 1993 sur la réforme financière à l'égard des arriérés et des paiements en retard¹⁰ et appuyer les travaux du Groupe de travail spécial. Si le processus semble moribond, le Canada pourrait réclamer la création d'une Commission Volcker-Ogata II qu'il présiderait.
- Si le Canada croit qu'une source de financement externe et indépendante pourrait contribuer à diriger l'ONU de plus près et à la rendre plus efficace, il pourrait sonder les autres membres de même opinion sur le bien-fondé de l'imposition de droits de pêche, par exemple, ou d'une loterie de l'ONU.

¹⁰ En somme, Volcker et Ogata conviennent de la nécessité de réviser les quotes-parts mais insistent aussi pour que tous les membres paient leurs contributions à temps, en quatre tranches par année. L'ONU aurait le pouvoir de percevoir des intérêts sur les paiements en retard. Le Fonds de roulement serait mieux garni et l'on pourrait contribuer à sa reconstitution en créditant les surplus budgétaires dus aux États membres qui doivent de l'argent au Fonds.